

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

ACCORD CADRE A BON DE COMMANDE

PROCÉDURE ADAPTÉE

Conservatoire d'espaces naturels Rhône-Alpes

La maison forte

2, rue des Vallières

69390 VOURLES - FRANCE

<p>TRAVAUX MANUELS DE GESTION ECOLOGIQUE - AIN REGION AUVERGNE RHÔNE-ALPES</p>

052022TRMAN921

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Date et heure limite de réception des offres

7 juin 2022 à 12:00

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES

ACCORD CADRE A BON DE COMMANDE

Pouvoir adjudicateur

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes
2 rue des Vallières
La Maison Forte
69390 VOURLES
Téléphone : 04 72 31 84 50
Télécopie : 04 72 31 84 59
<https://www.cen-rhonealpes.fr/>

Maître d'ouvrage

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes

Maître d'œuvre

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes
Pour l'ensemble des lots le maître d'œuvre est le CEN. Il assurera l'encadrement des chantiers et sera le référent pour le prestataire.

Objet de l'accord cadre

Réalisation de travaux manuels de gestion écologique sur des sites gérés par le CEN RA dans le département de l'Ain

Procédure de passation

Accord cadre à bon de commande. Marché passé en procédure adaptée en application du code de la commande publique.

Montant minimum et maximum

Pour l'ensemble de l'accord cadre :

- le montant minimum est de 35000 euros TTC
- le montant maximum est de 150 000 euros TTC

Les montants indiqués sont estimatifs. La quantité minimum et maximum par lot et par année est indiquée dans le CCTP pour chaque lot.

Personne compétente pour la signature du présent marché

Monsieur Jean-Yves Chetaille, président du CEN Rhône-Alpes *ou* son représentant dûment habilité

Date limite de réception des offres

7 juin 2022 à 12h00

Personne responsable de la consultation au sein du CEN :

Damien Grima – damien.grima@cen-rhonealpes.fr

TABLE DES MATIERES

Article 1 : Objet de la consultation – Dispositions générales	4
<i>Article 1.1 : Objet du marché</i>	4
<i>Article 1.2 : Décomposition en tranches et lots</i>	4
<i>Article 1.3 : Intervenants</i>	5
Article 2 : Pièces constitutives du marché	5
Pièces particulières :	5
Pièces générales	6
Article 3 : Délais d'exécution ou de livraison	6
<i>Article 3.1 : Délais de base</i>	6
Article 3.2 : Prolongation des délais	6
Article 4 : Conditions d'exécution des prestations	6
<i>Article 4.1 : Dispositions générales</i>	6
<i>Article 4.2 : Conditions de livraison</i>	6
Article 5 : Vérifications et admission	6
<i>Article 5.1 : Opérations de vérification</i>	6
<i>Article 5.2 : Admission</i>	6
Article 6 : Nature des droits et obligations	7
Article 7 : Garanties financières	7
<i>Article 7.1 : Avance forfaitaire</i>	7
Généralités	7
Modalités de paiement	7
Article 8 : Prix du marché	7
<i>Article 8.1 : Caractéristiques des prix pratiqués</i>	7
<i>Article 8.2 : Variations dans les prix</i>	7
Mois d'établissement des prix du marché	7
Modalités des variations des prix	8
Article 9 : Modalités de règlement des comptes	8
<i>Article 9.1 : Présentation des demandes de paiements</i>	8
<i>Article 9.2 : Mode de règlement</i>	8
Article 10 : Pénalités	8
<i>Article 10.1 : Pénalités de retard</i>	8
<i>Article 10.2 : Pénalités d'indisponibilité</i>	9
Article 11 : Assurances	9
Article 12 : Résiliation du marché	9
Article 13 : Droit et Langue	9
Article 14 : Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services	10

Article 1 : Objet de la consultation – Dispositions générales

Article 1.1 : Objet du marché

Le présent accord cadre à bon de commande a pour objet la réalisation de travaux manuels de gestion écologique sur des sites gérés par le CEN RA dans le département de l'Ain

Lieu(x) d'exécution : La prestation sera réalisée dans le département de l'Ain, sur le territoire de la région Auvergne – Rhône – Alpes et dans les locaux du titulaire.

Les spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 1.2 : Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches

La consultation se déroule en application de la procédure adaptée du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord cadre à bon de commande d'une durée de 4 ans, dont les montants minimums et maximums estimatifs pour **l'ensemble de la durée de l'accord cadre** sont les suivants :

- le montant minimum est de 35000 euros TTC
- le montant maximum est de 150000 euros TTC

Les montants indiqués sont estimatifs. La quantité estimative minimum et maximum par lot et par année est indiquée dans le CCTP pour chaque lot.

L'accord cadre est alloué de la manière suivante, composé de 25 lots, organisé par territoire :

N° Lot	Nom du lot	Site concerné
	BRESSE	
1	Fauche d'herbacée Bizadan	Marais de l'étang de Bizadan
	BUGEY	
2	Arrachage balsamine Sytan	ENS Lac de Sytan
3	Fauche herbacées et gestion des ligneux Belloire	Marais tufeux de la Belloire
4	Fauche herbacées et gestion des ligneux Nantua	Clairière du plateau de Nantua
5	Arrachage solidage et Fauche herbacées Grand Pré	Marais du Grand Pré
6	Fauche herbacées Perruche	Clairières sur Perruche
7	Gestion des ligneux Echallon	Clairière des coteaux d'Echallon
	BUGEY SUD	
8	Arrachage solidage et fauche herbacées Montbreyzieu et Armaille	Marais de Montbreyzieu et Lac d'Armaille
9	Arrachage renouée Montbreyzieu	Marais de Montbreyzieu
10	Arrachage solidage Crotel	Tourbière du lac de Crotel

11	Gestion des ligneux Chailloux, Milieu et Cerin	Lac Chailloux, Lac de Milieu, Combe de Cerin
DOMBES		
12	Arrachage solidage Echets	Marais des Echets
PAYS DE GEX		
13	Arrachage et fauche Prodon/Bidonnes/Broues/Faizin/FLon	ENS Marais de Prodon, Marais des Bidonnes, tourbière des Broues Marais de Faizin et source du Flon
14	Arrachage solidage Fenières	Marais de Fenières
15	Arrachage Renoué Prodon	ENS Marais de Prodon
16	Fauche herbacées Fenières	Marais de Fenières
17	Fauche herbacées Broues	ENS Tourbière des Broues
18	Gestion des ligneux Faizin	Marais de Faizin
19	Gestion des ligneux Brou	ENS Tourbière des Brou
20	Gestion des ligneux Fenières	Marais de Fenières
21	Bâchage de solidage Fenières	Marais de Fenières
PLAINE DE L'AIN		
22	Arrachage Renouée Meules	ENS Carrière des meules
REVERMONT		
23	Arrachage Renouée Corveissiat	Grotte et reculée de Corveissiat
VAL DE SAONE		
24	Arrachage solidage et Fauche d'herbacées Oignons	Tourbière des Oignons
25	Gestion ligneux Oignons	Tourbière des Oignons

Article 1.3 : Intervenants

Le maître d'ouvrage est :

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes
2 rue des Vallières
La Maison Forte
69390 VOURLES

Le représentant du pouvoir adjudicateur est M. Jean-Yves Chetaille, président du CEN Rhône-Alpes

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sont précisées sur l'acte d'engagement.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- Le Bordereau des Prix Unitaire (BPU)
- Le devis estimatif quantitatif (DQE)
- Un mémoire technique décrivant la méthodologie employée (moyens techniques et humains mis en œuvre,...)

B) Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 9.2.1.

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois Mo)
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services.

Article 3 : Délais d'exécution ou de livraison

Article 3.1 : Délais de base

L'accord cadre est conclu pour une durée de 4 ans.

Les délais d'exécution de chaque commande sont indiqués dans les bons de commande correspondant lors de l'expression du besoin. Le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification (lors de l'émission du bon de commande)

Article 3.2 : Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 4 : Conditions d'exécution des prestations

Article 4.1 : Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Article 4.2 : Conditions de livraison

Voir C.C.T.P.

Article 5 : Vérifications et admission

Article 5.1 : Opérations de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le Conservatoire d'espaces naturels Rhône-Alpes (Cen RA) au moment même de l'exécution de service.

Article 5.2 : Admission

L'admission sera prononcée par le pouvoir adjudicateur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 6 : Nature des droits et obligations

Garantie technique

Les prestations de ce marché sont garanties un an à compter de la date d'admission. Au titre de cette garantie, le titulaire s'engage à assurer la correction des éventuels défauts des produits livrés.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse.

Cette garantie couvre également les frais consécutifs de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

La personne publique a droit, en outre, à des dommages et intérêts au cas où, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraînerait pour elle un préjudice.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par décision du CEN RA.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le CEN RA, sauf à en demander le règlement s'il estime que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

A la fin du délai de garantie, les sûretés éventuellement constituées sont libérées.

Article 7 : Garanties financières

Il n'y aura pas d'application d'une retenue de garantie.

Article 7.1 : Avance forfaitaire

Généralités

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Modalités de paiement

Pour le versement de l'avance forfaitaire, le délai global de paiement court à compter de la date de notification du marché.

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire.

Article 8 : Prix du marché

Article 8.1 : Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix unitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Article 8.2 : Variations dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre ; ce mois est appelé « mois M0 ».

Modalités des variations des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

Article 9 : Modalités de règlement des comptes

Article 9.1 : Présentation des demandes de paiements

Le titulaire remettra une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution des prestations et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes, notamment le descriptif des prestations effectuées, leur montant et la période d'exécution.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le titulaire de plusieurs lots présente des factures distinctes pour chaque lot ou une facture globale identifiant distinctement les différents lots
- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché ;
- la prestation exécutée ;
- le montant hors taxe du service en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;

Les factures originales sont adressées par voie électronique à l'adresse mail :

comptabilite@cen-rhonealpes.fr

En indiquant l'adresse de facturation suivante :

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes
2 rue des Vallières
La Maison Forte
69390 VOURLES

Article 9.2 : Mode de règlement

Le paiement se fera par chèque.

Les sommes dues sont payées au plus tard dans un délai de 45 jours fin de mois suivant la date de réception de la facture en bonne et due forme.

Le comptable assignataire de la dépense chargé du paiement est Monsieur Vincent HOCHSTAEDTER , Directeur administratif et financier du CEN RA.

Article 10 : Pénalités

Article 10.1 : Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel proposé par le prestataire, éventuellement modifié comme il est prévu

à l'article 3.2 du présent document, est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = 500 \text{ Euros} * R$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

R = le nombre de jours de retard.

Article 10.2 : Pénalités d'indisponibilité

Il n'est pas prévu de pénalité d'indisponibilité.

Article 11 : Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Article 12 : Résiliation du marché

Seul le montant correspondant à la part des prestations réellement effectuées (livrable faisant foi) par le titulaire fait l'objet d'un paiement.

La résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur n'est accompagnée d'aucune indemnité de résiliation et ce quelle que soit la cause de résiliation.

Article 13 : Droit et Langue

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

A défaut d'accord amiable obtenu dans un délai d'un mois à compter de la réception par l'une des parties de la notification écrite du fait générateur du litige, le différend est soumis à un expert, choisi d'un commun accord en fonction de sa neutralité à l'égard des intérêts et rémunéré à parts égales, qui tentera de réconcilier les parties.

Les informations divulguées par les candidats garderont un caractère confidentiel. Les candidats ne peuvent disposer d'informations sur les offres de leurs concurrents.

Le soumissionnaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché ; il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ce sujet et toute remise de documents à des tiers étrangers à l'opération sans l'accord préalable du maître de l'ouvrage.

Le soumissionnaire se porte garant du respect par son personnel de cette obligation de confidentialité.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à citer, le cas échéant, les sources des études et recherches qu'il pourrait être conduit à utiliser pour la réalisation des prestations.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 14 : Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

L'article 10 déroge à l'article 14.1 du CCAG FCS

Dressé par :
Conservatoire d'espaces naturels
Rhône-Alpes

Lu et approuvé

Le :

(signature)